



MINISTÈRE DES OUTRE-MER

Régiment du Service Militaire Adapté  
de la Martinique  
Bureau Travaux Infrastructure  
CS 50610  
97261 FORT DE FRANCE cedex  
Tél : 05.96.42.28.12



**MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX**  
**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**  
**(CCAP)**

**N° DU MARCHE: MAPA n° 03-2020**

**Maître de l'ouvrage :** État - Ministère des outre -mer

**Conducteur d'opération :** Régiment du Service Militaire Adapté de la Martinique / Bureau travaux infrastructure

**Objet du marché :** ***LE LAMENTIN 97232 - RSMAM - Quartier Brière de l'Isle***  
***Réaménagement du réseau téléphonique du nouveau poste de commandement.***

**Remise des offres**

Date limite de réception : **mardi 28 avril 2020.**

Heure limite de réception : **12h00** (heure de Martinique)

# **SOMMAIRE**

<b>1.</b>	<b>OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>3</b>
1.1	OBJET DU MARCHÉ .....	3
1.2	DECOMPOSITION DU MARCHÉ .....	3
1.3	DESIGNATION DES SOUS-TRAITANTS EN COURS DE MARCHÉ.....	3
1.4	TRAVAUX INTERESSANT UN QUARTIER MILITAIRE– MESURES DE SECURITE .....	3
1.5	MAITRISE D'ŒUVRE .....	4
1.6	MESURES D'ORDRES SOCIAL .....	4
<b>2.</b>	<b>PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....</b>	<b>4</b>
<b>3.</b>	<b>MODALITES DE REGLEMENT – VARIATION DES PRIX.....</b>	<b>5</b>
3.1	NATURE DES PRIX .....	5
3.2	MODALITES DE REGLEMENT .....	6
3.2.1	<i>Etablissement des états d'acompte .....</i>	<i>6</i>
3.2.2	<i>Demande de paiement final.....</i>	<i>6</i>
3.2.3	<i>Décompte général – solde.....</i>	<i>7</i>
3.2.4	<i>Approvisionnement .....</i>	<i>7</i>
<b>4.</b>	<b>DELAI(S) D'EXECUTION – PENALITES ET PRIMES.....</b>	<b>7</b>
4.1	DELAI (S) D'EXECUTION DES TRAVAUX .....	7
4.2	PROLONGATION DE(S) DELAI(S) D'EXECUTION .....	7
4.3	PENALITES POUR RETARD – PRIMES D'AVANCE .....	7
4.3.1	<i>Pénalités pour retard.....</i>	<i>7</i>
4.3.2	<i>Primes d'avance .....</i>	<i>9</i>
<b>5.</b>	<b>AVANCE.....</b>	<b>9</b>
<b>6.</b>	<b>RETENUE DE GARANTIE .....</b>	<b>9</b>
<b>7.</b>	<b>PREPARATION ET EXECUTION DES TRAVAUX .....</b>	<b>9</b>
7.1	PERIODE DE PREPARATION .....	9
7.1.1	<i>par les soins du maître d'œuvre : .....</i>	<i>9</i>
7.1.2	<i>par les soins du titulaire / des entrepreneurs :.....</i>	<i>9</i>
7.2	INSTALLATION, ORGANISATION, HYGIENE ET SECURITE DU CHANTIER .....	10
7.2.1	<i>Signalisation des chantiers .....</i>	<i>10</i>
7.2.2	<i>Installations, fluides et énergies maintenus aux frais du titulaire.....</i>	<i>10</i>
7.2.3	<i>Mesures de sécurité contre l'incendie .....</i>	<i>11</i>
7.2.4	<i>Clauses particulières.....</i>	<i>11</i>
7.3	TRAVAUX NON PREVUS .....	11
7.4	DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION DES TRAVAUX.....	11
<b>8.</b>	<b>DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....</b>	<b>12</b>

## 1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES

### 1.1 Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent l'exécution à prix global et forfaitaire des travaux de l'opération suivante:

**Le Lamentin - RSMA -Quartier Brière de l'Isle**

### ***Réaménagement du réseau téléphonique du nouveau poste de commandement.***

La description de l'ouvrage et ses spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

### 1.2 Décomposition du marché

Ce marché n'est pas alloti.

### 1.3 Désignation des sous-traitants en cours de marché

Pour chaque sous-traitant présenté, le titulaire devra fournir au maître d'œuvre désigné au marché :

- **la déclaration de sous-traitance DC4** (selon modèle joint au règlement de consultation). Ce formulaire sera dûment rempli et signé par le titulaire, (le cas-échéant par le co-traitant), ET le sous-traitant non seulement pour la déclaration de sous-traitance mais aussi pour tout acte modificatif à la hausse comme à la baisse susceptible d'intervenir en cours d'exécution. Le montant des prestations sera présenté selon une décomposition en correspondance avec la décomposition de prix prévue au marché (n° de prix, intitulé, montant HT, et indication du taux de TVA en cas d'auto liquidation),
- **un extrait Kbis,**
- **une copie des contrats d'assurance** responsabilité civile et, pour les ouvrages autres que ceux mentionnés à l'article L.243-1-1 du code des assurances, responsabilité décennale,
- un RIB ou RIP
- les éléments permettant d'apprécier les **capacités professionnelles et techniques** du sous-traitant :
  - qualification(s) professionnelle(s)(cf. sites [www.qualibat.com](http://www.qualibat.com) et/ou [www.qualifelec.fr](http://www.qualifelec.fr) ) ou équivalent,
  - ou liste des travaux en cours d'exécution ou exécutés au cours des 5 dernières années, indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé.

### 1.4 Travaux intéressant un quartier militaire- Mesures de sécurité -

Les travaux faisant l'objet du présent marché intéressent un quartier militaire; le titulaire doit, en conséquence, se conformer aux stipulations de l'article 5.3. du CCAG travaux.

#### Contrôle nominatif

Une liste nominative des personnels participant au chantier sera établie et fournie par le titulaire pour une date à fixer par le maître d'œuvre. Cette liste comportera pour chaque personnel les références de la carte d'identité ou celles de la carte de séjour pour les étrangers. Pour ceux-ci le maître d'œuvre exigera à l'appui de la liste nominative la fourniture des copies des titres de travail. Tout étranger titulaire d'un titre de travail dont la date de validité est périmée, sera exclu du chantier.

Le titulaire devra certifier que tous les personnels qu'il emploie sur le chantier sont en règle vis-à-vis des dispositions légales relatives aux conditions d'emploi de la main-d'œuvre.

Le titulaire devra s'engager à tenir à jour cette liste nominative.

### Contrôle des accès

Tout le personnel devra être muni d'un laissez-passer remis par le maître d'œuvre, comportant une photographie et les renseignements sur la carte d'identité ou le titre de travail pour les ouvriers étrangers. Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel pourront être opérés à tout moment par l'inspection du travail. Les laissez-passer seront à restituer dès la fin des travaux.

Le titulaire et son personnel ne seront admis à pénétrer et à circuler dans l'établissement qu'après s'être munis de titre d'accès spéciaux qui leur seront délivrés sur leur demande et à leurs frais, pour la durée du marché, par les services de sécurité. La demande sera présentée au service compétent dans les délais qui seront notifiés.

Le titulaire devra supporter toutes les conséquences qu'entraînerait tout refus de laissez-passer que les services auront jugé utile, sans que ces derniers aient à en faire connaître le motif.

### Restrictions diverses

Le titulaire est personnellement responsable de la conservation des plans, croquis d'exécution ou documents divers qui lui seront remis par le maître d'ouvrage en vue de l'exécution du marché, ou pour toute autre cause.

## **1.5 Maîtrise d'œuvre**

La maîtrise d'œuvre est assurée par le bureau travaux infrastructure du RSMA de la Martinique qui est chargé de la direction de l'exécution du contrat de travaux, et de l'assistance au maître de l'ouvrage pour les opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement.

Le maître d'œuvre a délégation pour signer les ordres de service.

Les ordres de service sont adressés en deux exemplaires au titulaire; celui-ci renvoie immédiatement au maître d'œuvre l'un des deux exemplaires après l'avoir signé et y avoir porté la date à laquelle il l'a reçu.

La correspondance s'effectue soit par :

- Voie postale
- Par mail

## **1.6 Mesures d'ordre sociales**

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

Le RSMA-M qui applique de longue date une politique sociale visant à accompagner l'insertion a décidé d'intégrer une clause d'insertion pour les marchés qui, par leurs spécificités, le nombre d'heure de main d'œuvre nécessaires à leur réalisation, et leur degré de technicité, permettent son activation.

L'objectif poursuivi est essentiellement de concourir à l'aide et au retour à l'emploi des jeunes en démarche d'insertion professionnelle.

## **2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

### **A. – Documents contractuels :**

- Acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi,
- Présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi,
- Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi.
- Décomposition du prix global forfaitaire.
- Le Règlement de consultation.
- Le DC1 et DC2.

## **B – Documentation administrative :**

Le titulaire du marché fournira à la DAF/bureau marchés du RSMA-M les documents suivants :

- Extrait du KBIS,
- Copie de la police d'assurance,
- Un RIB
- Attestations liées aux cotisations sociales, aux impôts, à la réglementation sur le travail dissimulé (ou NOTI2).

## **3. MODALITES DE REGLEMENT – VARIATION DES PRIX**

### **3.1 Nature des prix**

Les prix du présent marché sont des prix globaux et forfaitaires.

#### 3-1-1 Rémunération de l'entreprise

Les services rendus par le titulaire du marché seront rémunérés à hauteur du tarif indiqué sur l'acte d'engagement (ATTRI1). Cette somme est réputée couvrir tous les frais de l'entreprise y compris les frais généraux. Les frais administratifs, frais de timbres, d'enregistrement s'il y a lieu, les timbres de quittance et les timbres taxes sont à la charge de l'entreprise et sont inclus dans le montant du contrat.

#### 3-1-2 Facturation - Délai de paiement

La facturation sera effectuée sur la base d'une situation mensuelle. L'unité de paiement est l'Euro.

Les situations seront adressées pour certification à :

Régiment du Service Militaire Adapté de la Martinique  
Direction Administrative et Financière  
CS 50610  
97261 FORT DE FRANCE cedex

Les sommes dues en exécution du contrat sont payées dans un délai de 30 jours maximum, après réception de la facture par le prestataire.

En application de l'article 98 du code des marchés publics, le défaut de paiement dans les délais indiqués fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires. Un décret précise les modalités d'application de l'article 98 du CMP.

#### 3-1-3 Paiement

Après la certification, un titre de paiement sera émis par :

Le Directeur du Groupement de soutien de la base de défense des Antilles  
Morne Desaix  
BP 612  
97261 FORT DE FRANCE Cedex

Le paiement est effectué par :

La Trésorerie Générale de la Région de la Martinique  
Jardin Desclieux - BP 654/655  
97263 FORT DE FRANCE Cedex

## **3.2 Modalités de règlement**

### **3.2.1 Etablissement des états d'acompte**

Les projets de décompte sont présentés au maître d'œuvre en trois (3) exemplaires conformément aux modèles qui seront remis aux entreprises lors de la première réunion de chantier.

Par dérogation à l'article 13.1.2 du CCAG Travaux, l'entrepreneur remet, avant la fin de chaque mois, au maître d'œuvre un projet de décompte établissant le montant total, arrêté à la fin du mois précédent, des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis le début de celle-ci.

Par dérogation à l'article 13.2.2 du CCAG Travaux, la notification de l'état d'acompte mensuel par ordre de service par le maître d'œuvre au titulaire doit intervenir dans un délai de 10 jours à compter de la réception de la demande de paiement. Par dérogation à l'article 13.2.1 du CCAG Travaux, l'effet de l'actualisation ou de la révision de prix est traité dans un état d'acompte postérieur spécifique dès la connaissance des index de référence définitifs. Si cette notification n'intervient pas dans le délai précité, le titulaire en informe le représentant du pouvoir adjudicateur qui procède au paiement sur la base des sommes qu'il admet.

En cas de sous-traitance, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte, une attestation portant obligatoirement la mention « AUTOLIQUIDATION » et indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné. Cette somme inclut la TVA à titre informatif en cas d'autoliquidation.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur d'un groupement et par dérogation à l'article 13.5.1 du CCAG Travaux, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation portant obligatoirement la mention « AUTOLIQUIDATION », jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage au sous-traitant concerné. Cette somme inclut la TVA à titre informatif en cas d'autoliquidation.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA. Le montant des acomptes est calculé en appliquant le taux de TVA en vigueur au jour du fait générateur de la taxe.

Les modalités relatives aux intérêts moratoires sont fixées dans le décret n°2013-269 du 29 mars 2013.

Le délai global de paiement est de 30 jours. Il court à compter de la date de constatation de la conformité des prestations aux stipulations contractuelles et au projet de décompte (art.2-I-3° du décret précité).

### **3.2.2 Demande de paiement final**

Après l'achèvement des travaux, le titulaire établit le projet de décompte final concurremment avec le projet de décompte mensuel afférent au dernier mois d'exécution des prestations ou à la place de ce dernier.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG Travaux, le titulaire transmet son projet de décompte final au maître d'œuvre par tout moyen permettant de donner une date certaine dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux.

Le délai global de paiement du décompte final est de 30 jours à compter de la date de notification du projet de décompte final. S'il est constaté l'absence de certaines pièces justificatives, le délai de paiement global sera interrompu jusqu'à réception complète de ces pièces.

En cas d'application de l'article 41.5 du CCAG Travaux, le projet de décompte final est adressé au maître d'œuvre dans un délai de 30 jours à compter de la notification du procès-verbal constatant la réalisation des prestations.

Par dérogation à l'article 50 du CCAG Travaux, le désaccord sur les sommes à payer est réglé par les stipulations de l'article 50 dans un délai de 45 jours.

### 3.2.3 Décompte général – solde

Par dérogation à l'article 13.4.2 du CCAG Travaux, le représentant du pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général dans un délai de 30 jours à compter de la réception par le maître d'œuvre de la transmission du projet de décompte final.

Par dérogation au dernier alinéa de l'article 13.4.2 du CCAG Travaux lorsque la valeur finale des index n'est pas connue à la date d'établissement du décompte général, la révision des prix afférente au solde est notifiée au titulaire dans un délai de 30 jours suivant la publication des index.

Par dérogation à l'article 13.4.4 du CCAG Travaux, si dans un délai de 30 jours, le représentant du pouvoir adjudicateur n'a pas notifié au titulaire le décompte général, le projet de décompte général transmis par le titulaire devient décompte général et définitif.

Par dérogation à l'article 50 du CCAG Travaux, le désaccord sur les sommes à payer est réglé par les stipulations de l'article 50 dans un délai de 45 jours

### 3.2.4 Approvisionnement

Par dérogation à l'article 11.3 du CCAG travaux, il n'est pas prévu le versement d'acompte sur approvisionnements.

## 4. DELAI(S) D'EXECUTION – PENALITES ET PRIMES

### 4.1 Délai (s) d'exécution des travaux

Le délai d'exécution global est de **1 mois** à compter de la date fixée par l'ordre de service qui prescrira de commencer les travaux.

Le planning d'exécution est élaboré, pendant une période de préparation par le titulaire de la mission OPC, après consultation des titulaires des différents lots.

### 4.2 Prolongation de(s) délai(s) d'exécution

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG travaux, tous les cas de prolongations du délai d'exécution résultent d'une décision du représentant du pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG travaux la durée de la prolongation correspond à un nombre de jours ouvrés (non compris les samedis et les dimanches) égal au nombre de journées constatées, au cours desquelles le travail a été arrêté du fait des intempéries ;

Si une mauvaise organisation de la part du titulaire conduit, sous l'effet des intempéries, à des arrêts de chantier normalement évitables, le maître d'œuvre signifie à l'entreprise la mauvaise organisation des travaux. Ces arrêts de chantier ne sont pas pris en considération pour la prolongation du délai d'exécution. Si les arrêts de chantier ou le retard dans l'amenée du matériel ne sont pas évitables mais se trouvent allongés par la mauvaise organisation du titulaire, la prolongation du délai d'exécution qui peut lui être accordée, est réduite pour tenir compte de sa responsabilité.

Les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après sont réputés comme normalement prévisibles tant qu'ils ne dépassent pas les intensités et les durées limites ci-après :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée
Vent	100 km/h	2 pointes
Pluie	35 mm/jour	3 jours consécutifs
Température	+ 38°C	2 jours consécutifs

Lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels : station météo de la commune du Lamentin (972).

### 4.3 Pénalités pour retard – Primes d'avance

#### 4.3.1 Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 20.4. 2<sup>ème</sup> alinéa, les pénalités sont dues dès le 1<sup>er</sup> euro sans mise en demeure préalable, du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre.

#### *4.3.1.1 – Retard dans l'exécution des travaux*

En cas de retard dans l'exécution des travaux, une pénalité journalière est opérée, dans les conditions stipulées à l'article 20.1 du C.C.A.G. Travaux sur les sommes dues au titulaire. Le montant de cette pénalité est fixé à un millième du montant du marché.

#### *4.3.1.2 – Retard dans la remise des projets de décompte*

En cas de retard dans la remise d'un projet de décompte, il est appliqué une pénalité journalière dont le montant est fixé comme suit :

- Pour les décomptes mensuels : **100 €**
- Pour le décompte final : **100 €**

#### *4.3.1.3 – Retard dans la remise des documents à fournir avant et après exécution*

En cas de retard dans la remise des documents d'exécution nécessaires durant la période de préparation, une pénalité journalière sera opérée. Le montant de cette pénalité est fixée à : **150 €.** **Cette pénalité journalière s'applique tant que l'intégralité des documents prévus n'est pas remise à la personne publique et démarre à l'expiration du délai prévu pour la période de préparation.**

En cas de retard dans la remise des documents attendus en cours de travaux sur demande du maître d'œuvre, une pénalité journalière sera opérée. Le montant de cette pénalité est fixé à **150 €.** **Cette pénalité journalière s'applique tant que l'intégralité des documents prévus n'est pas remise à la personne publique et démarre à l'expiration du délai prévu par ordre de service.**

#### *4.3.1.4 – Réunion de chantier*

Les comptes-rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise pour la prochaine réunion. Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre. En cas d'absence à la réunion de chantier le titulaire encourt une pénalité fixée à **100 €.**

#### *4.3.1.5 – Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux*

A l'expiration du délai de 30 jours après mise en demeure, les dispositions prévues par l'article 37.2 du CCAG travaux seront mises en œuvre aux frais du titulaire, sans préjudice d'une pénalité journalière de **150 €.**

#### *4.3.1.6 – Pénalité pour sous-traitance non déclarée*

Le Titulaire encourt une pénalité de **2000 € HT** pour sous-traitance constatée sur le chantier n'ayant pas fait l'objet au préalable d'une acceptation du représentant du pouvoir adjudicateur et de l'agrément de ses conditions de paiement. Cette pénalité fait l'objet d'une décision du représentant du pouvoir adjudicateur notifiée par ordre de service sans mise en demeure préalable.

#### *4.3.1.7 – Pénalité pour travail dissimulé*

Lorsque le pouvoir adjudicateur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, il lui enjoint, par lettre recommandée avec accusé de réception, de faire cesser immédiatement la situation, et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle du résultat de cette démarche. Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours, imposé par l'article R.8822-3 du code du travail, pour répondre à l'injonction du pouvoir adjudicateur.



En l'absence de régularisation satisfaisante dans les délais impartis, la personne publique peut imposer des pénalités ou rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Le montant des pénalités à ce titre est fixé à 10% du montant minimum HT du marché, dans le respect des conditions de l'article L.8222-6 du code du travail.

#### 4.3.2 Primes d'avance

Sans objet

### **5. AVANCE**

Une avance peut-être est versée au titulaire dans les conditions de l'article 110 du *Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics*.

Si le marché est passé avec des entrepreneurs groupés conjoints les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux travaux exécutés directement par le mandataire et les cotraitants lorsque le montant des travaux du corps d'état dépasse le seuil fixé par le code de marchés publics pour le versement de l'avance; les modalités de détermination du montant des avances s'appliquent alors au montant en prix de base des travaux de chaque section technique.

Pour le versement et le remboursement de l'avance, chaque section technique est considérée comme un marché distinct.

Le paiement de l'avance intervient dans un délai de 30 jours à compter de la date de début de travaux indiquée dans l'ordre de service prescrivant de les commencer.

### **6. RETENUE DE GARANTIE**

Une retenue de garantie est exercée sur les acomptes par le comptable assignataire des paiements.

Son montant est égal à 5% du montant du marché, augmenté, le cas échéant, du montant des avenants ou des décisions de poursuivre au delà du montant contractuel. La retenue de garantie sera remplacée au gré du titulaire par et seulement par une garantie à première demande.

### **7. PREPARATION ET EXECUTION DES TRAVAUX**

#### **7.1 Période de préparation**

Il est prévu une période de préparation de deux (2) mois.

##### 7.1.1 par les soins du maître d'œuvre :

- délivrance des autorisations d'accès comme définis au 1.4 ci-dessus,
- désignation des lieux de dépôts provisoires des matériels et matériaux, comme définis dans le CCTP et par dérogation à l'article 31.2 du CCAG travaux
- mise au point du planning d'exécution en concertation avec les titulaires, et notification par ordre de service.

##### 7.1.2 par les soins du titulaire / des entrepreneurs :

###### *7.1.2.1. Documents soumis au visa du maître d'œuvre*

- établissement et remise au maître d'œuvre de la liste nominative des personnels, comme défini à l'article 1.4 du présent CCAP,
- établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux, conformément à l'article 28.2 du CCAG travaux. Il sera accompagné du projet d'installation de chantier et des ouvrages provisoires ainsi que d'une notice précisant les dispositions projetées susceptibles d'avoir des conséquences sur le dimensionnement des ouvrages,

- remise au maître d'œuvre d'un échéancier prévisionnel des acomptes mensuels.

**Les travaux ne commenceront pas avant l'obtention du visa du maître d'œuvre.**

*7.1.2.2. Documents non soumis au visa du maître d'œuvre*

- fourniture des copies des contrats d'assurance et attestations,
- remise au maître d'œuvre d'une copie de la déclaration d'ouverture de chantier pour tout chantier employant dix personnes au moins pendant plus d'une semaine adressée à l'inspection du travail :

Direction Départementale du travail de Martinique  
route de la pointe des sables  
les hauts de Dillon - BP 653  
97263 FORT-DE-FRANCE CEDEX

(Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur, cotraitant, sous-traitant et travailleur indépendant).

*7.1.2.3. Documents relatifs à l'hygiène et la sécurité*

- établissement du plan particulier de sécurité et de protection de la santé prévue par la section 5 du décret n°94-1159 du 26 décembre 1994 après inspection commune organisée par le maître d'œuvre et le chargé de prévention du RSMA-M.  
Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (cotraitant et sous-traitant). L'absence de remise au maître d'œuvre du plan particulier fait obstacle à l'exécution proprement dite des travaux,
- mise au point définitive par les entrepreneurs des installations communes d'hygiène nécessaires à l'ensemble des entreprises en fonction de leurs effectifs et de la simultanéité de leur présence sur le chantier.

**7.2 Installation, organisation, hygiène et sécurité du chantier**

**7.2.1 Signalisation du chantier**

En collaboration avec le chargé de prévention du site, le titulaire du marché mettra en œuvre la signalisation de chantier pendant toute la phase de durée des travaux, et ce, dès le début de la période de préparation.

**7.2.2 Mesures de sécurité contre l'incendie**

➤ Travaux par points chauds – permis de feu

En ce qui concerne les opérations de soudage, d'oxycoupage, de brasage, de décapage, de dégivrage, de collage, etc., le titulaire du marché devra obtenir au préalable l'autorisation du maître d'œuvre qui lui délivrera un permis de feu par le biais du chargé de prévention du quartier militaire.

➤ Protection contre l'incendie

L'entrepreneur titulaire du marché devra assurer, sous sa seule responsabilité et à ses frais, les mesures de protection contre l'incendie comportant :

- a. la présence obligatoire, sur le chantier, d'extincteurs en état de marche,
- b. l'obligation de désigner, sur le chantier, un responsable assurant à tous les arrêts de travail, l'extinction des feux et le contrôle des mesures de sécurité.

### 7.2.3 Clauses particulières

En cas d'alerte cyclonique, et dès la phase de pré-alerte, l'entrepreneur prendra toutes les dispositions nécessaires afin de pouvoir procéder à la mise en sécurité du chantier dès le déclenchement de la phase d'alerte. Cette mise en sécurité concernera l'ensemble du chantier :

- arrimage des installations de chantier et des éventuels locaux provisoires ;
- sécurisation des zones de stockage des matériels et matériaux ;
- sécurisation des dépôts provisoires de matériaux et matériels en attente d'évacuation ;
- sécurisation des zones de chantier.

## 7.3 Travaux non prévus

Par dérogation aux articles 15.4.1, 15.4.2, 15.4.3 et 15.4.4 du CCAG travaux, en l'absence d'avenant ou de décision de poursuivre prise par le représentant du pouvoir adjudicateur en application des dispositions de l'article 20 du Code des Marchés Publics et notifiée par ordre de service du maître d'œuvre, le titulaire doit arrêter les travaux lorsque ces derniers atteignent le montant contractuel.

Lorsque la masse des travaux exécutés atteint le montant contractuel, l'entrepreneur doit arrêter les travaux s'il n'a pas reçu un ordre de service lui notifiant la décision de les poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur. Cette décision n'est valable que si elle indique le montant limite jusqu'auquel les travaux pourront être poursuivis, le dépassement éventuel de ce montant limite devant donner lieu à la même procédure et entraîner les mêmes conséquences que celles qui sont définies ci-après pour le dépassement du montant contractuel.

L'entrepreneur est tenu d'aviser le maître d'œuvre, un mois au moins à l'avance de la date à laquelle le montant contractuel des travaux sera atteint. L'ordre de poursuivre les travaux au-delà du montant contractuel, s'il est donné, doit être notifié dix jours au moins avant la date probable à laquelle les travaux atteindront le montant contractuel.

A défaut d'ordre de poursuivre, les travaux qui sont exécutés au-delà du montant contractuel ne sont pas payés et les mesures conservatoires à prendre, décidées par le maître d'œuvre, sont à la charge du maître de l'ouvrage sauf si l'entrepreneur n'a pas adressé l'avis prévu ci-dessus.

A défaut d'ordre de poursuivre, les mesures conservatoires à prendre, décidées par le maître d'œuvre, sont à la charge du maître de l'ouvrage sauf si l'entrepreneur n'a pas adressé l'avis prévu ci-dessus.

## 7.4 Documents fournis après exécution des travaux.

Les documents visés à l'article 40 du CCAG Travaux seront fournis en trois exemplaires papier et un exemplaire informatique sur le support CD.ROM, les documents papiers, validés seront scannés sous format .pdf, les plans sous format .dwg.

## 8. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

### a) au CCAG travaux

L'article 2 déroge à l'article 4.1 du CCAG travaux, sur l'ordre de priorité des pièces contractuelles du marché,

L'article 3.2.1 du présent contrat déroge aux articles 13.1.2 et 13.2.2 du C.C.A.G. Travaux sur les modalités et délais d'envoi des états d'acomptes mensuels et à l'article 13.5.1 du C.C.A.G. travaux pour la fourniture d'une attestation de paiement des sommes dues aux sous-traitants.

L'article 3.2.2 du présent contrat déroge à l'article 13.3.2 du C.C.A.G travaux sur le destinataire du projet de décompte final (uniquement le maître d'œuvre) et à l'article 50 du C.C.A.G Travaux sur le délai de traitement du mémoire en réclamation

L'article 3.2.3 du présent contrat déroge à l'article 13.4.2 du C.C.A.G travaux du fait que le point de départ du délai de 30 jours est la date de réception du décompte final par le maître d'œuvre uniquement, et sur le délai de notification du décompte général post solde

L'article 3.2.3 du présent contrat déroge à l'article 13.4.4 du C.C.A.G travaux sur le délai d'acceptation du décompte général « tacite » par le représentant du pouvoir adjudicateur

L'article 3.2.3 du présent contrat déroge à l'article 50 du C.C.A.G travaux sur le délai de traitement des mémoires en réclamation.

L'article 3.2.4 du présent contrat déroge à l'article 11.3 du C.C.A.G. Travaux concernant les approvisionnements

L'article 4.2 déroge à l'article 19.2 du CCAG travaux, sur une prolongation de délai liée aux intempéries,

L'article 4.3.1 déroge à l'article 20.1 du CCAG travaux, sur le montant des pénalités de retard prévues au marché,

L'article 4.3.1 déroge à l'article 20.4 du CCAG travaux, sur l'exonération des pénalités en dessous du montant total de 1.000 euros HT, et à l'article 20.1 pour l'application des pénalités aux délais intermédiaires en cas de marchés allotis.

L'article 7.4 déroge aux articles 15.4.1 à 15.4.4 du CCAG travaux sur les travaux non prévus aux marchés

b) aux CCTG et CPC travaux publics

Sans objet.

c) Aux normes françaises homologuées

Sans objet.

A....., le.....

Signature et cachet :

- De l'entrepreneur, pour un candidat individuel
- Du mandataire et des cotraitants, pour un groupement solidaire
- Uniquement du mandataire du groupement solidaire, s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter les entreprises cotraitantes ou de toutes les entreprises cotraitantes

(mention manuscrite « Lu et approuvé »)